

Pierre Anctil

Deux poids, deux mesures: les responsabilités respectives du Canada de langue anglaise et de langue française dans la crise des réfugiés allemands

Dans leur travail pionnier sur la crise des réfugiés de la fin des années 1930 et du début des années 1940, Abella et Troper ont mis en lumière les rouages de la bureaucratie fédérale canadienne et sa position quant à l'admission des Juifs d'Europe. Leur analyse, basée sur un solide travail d'archives, démontre la perception complexe, et à cette époque, clairement hostile qu'avaient les politiciens canadiens des populations juives frappant à leur porte. Cependant, la qualité de leur analyse est bien plus faible quand ils abordent la question du Canada français. Dans cet article, je souhaite donc démontrer que les conclusions d'Abella et Troper concernant les Francophones ne reposent sur aucune évidence solide. En mobilisant l'historiographie récente et des sources de langue française, il est en effet possible de donner une image bien différente de la façon dont le Québec a perçu la question des réfugiés juifs et a réagi à leur sort.

In their seminal contribution to our understanding of the refugee crisis of the late thirties and early forties, Abella and Troper have described the inner workings of the Canadian Federal state and bureaucracy with regards to the admission of Jews from Nazi occupied Europe. Their study, with the help of solid archival documentation, demonstrates the complex and at times clearly hostile perception that Canadian politicians had developed of the Canadian Jewish polity knocking on their door. The authors' narrative is much weaker when it comes to French Canada and its reaction to the same phenomena. In this article I seek to show that Abella and Troper's conclusions with regards to Francophones were without solid historical foundations and rested mostly on unsubstantiated opinions. Recent research and more solid evidence derived from French language sources in fact paint a rather different picture of how Québec viewed the situation of Jewish refugees and reacted to their plight.

Aucune étude n'atteint à la perfection et aucun ouvrage ne couvre avec un égal bonheur tous les aspects d'une question complexe, à plus forte raison quand il n'a pas été révisé depuis plus de trente ans. Un des buts de cet article est de réfléchir à la meilleure manière de faire avancer la recherche en histoire juive canadienne à partir de nouvelles données et de nouveaux paramètres peu explorés jusqu'ici, pas d'accabler les auteurs des travaux déjà publiés. Ceci étant dit, une des faiblesses les plus manifestes de *None is Too Many*, comme de l'ensemble de la production historique de langue anglaise dans ce domaine, est le traitement du Canada de langue française dans son rapport au judaïsme canadien.¹ Le sujet en fait soulève des difficultés méthodologiques et conceptuelles particulières que nous allons aborder en parcourant de manière systématique les pages du livre réédité par Irving Abella et Harold Troper en 2012. À l'évidence, les Juifs canadiens, arrivés à la faveur de la Grande vague migratoire du début du XX^e siècle, ont vite réalisé que le pays dans lequel ils prenaient pied était divisé, sur le plan linguistique et religieux, entre deux grands groupes dont l'un dominait l'autre. Pour des raisons qu'il n'est pas utile d'aborder ici en détail, le monde anglophone britannique est vite devenu le point de repère fondamental de la collectivité juive canadienne, même à Montréal où la majorité de la population appartenait à la sphère canadienne-française.² La présence au pays d'une importante minorité nationale de langue française et de tradition catholique,

concentrée surtout au Québec, n'en a pas moins joué un rôle décisif dans l'évolution historique du judaïsme canadien. Il s'agit en fait d'une influence politique et culturelle qui est allée croissante au cours des cinquante dernières années, et qui a modifié sous plusieurs rapports le parcours identitaire des communautés juives installées dans la région de Montréal. Si les Juifs canadiens ont au XX^e siècle les yeux tournés vers le Canada anglophone pour ce qui est des grandes évolutions idéologiques et politiques qui les concernent au premier chef, ils ont néanmoins l'obligation de tenir compte des aspirations de l'élite canadienne-française.³

Au parlement d'Ottawa, au sein des grandes institutions fédérales et dans différents organes de presse, les francophones exercent un certain contre-pouvoir et réclament des droits pour leur groupe national. Depuis Wilfrid Laurier, le Canada français fait aussi avec une certaine efficacité la promotion d'un État canadien bilingue et présente des revendications sociales et culturelles visant la perpétuation de ses propres caractéristiques culturelles. Sans l'ombre d'un doute, ces démarches et réclamations affectent l'arène canadienne dans son ensemble et influencent le jugement de la classe politique au plus haut niveau. Comme le montrent avec beaucoup de justesse Irving Abella et Harold Troper dans leur ouvrage de 1982, les dirigeants communautaires juifs canadiens ne peuvent, au moment de la crise des réfugiés allemands, faire abstraction de ces réalités ni ignorer l'opinion publique francophone. L'étude des relations entre les deux groupes minoritaires, juif et canadien-français, prend ainsi une valeur explicative stratégique et soulève des questionnements historiques fondamentaux auxquels il n'est pas possible de se soustraire dans le domaine des études juives canadiennes. L'analyse et l'interprétation des réactions canadiennes à la persécution des populations juives par le régime nazi exigent, entre autre, une excellente connaissance du positionnement idéologique et culturel du Canada français avant la Révolution tranquille. Or c'est sur cette question que s'est butée la réception de *None is Too Many* dans les milieux de langue française. Très vite il est apparu que le traitement que les auteurs réservaient historiquement aux acteurs politiques francophones et les responsabilités qu'ils assignaient au Canada français dans cette crise ne répondaient pas aux attentes les plus élémentaires. C'était d'ailleurs là l'objection principale que soulevait mon compte rendu de *None is Too Many* paru en 1984 dans la revue *Recherches sociographiques*.⁴ Comment concevoir que les élites francophones des années trente soient pointées du doigt pour avoir représenté l'un des principaux obstacles à l'admission des réfugiés juifs allemands au Canada? Un débat s'ouvrirait autour de l'antisémitisme présumé de la société québécoise qui serait l'un des plus virulents de l'historiographie juive canadienne et dont les répercussions sont toujours palpables aujourd'hui dans certains milieux.⁵

Il est vrai qu'au moment de la parution de *None is Too Many* en 1982 très peu de recherches crédibles avaient été effectuées au sujet des rapports entre Juifs et Canadiens français dans la première moitié du XX^e siècle. Des opinions circulaient à

ce propos dans divers ouvrages de vulgarisation écrits en langue anglaise, la plupart sans fondement historique véritable et qui reflétaient des préjugés tenaces relativement à l'étroitesse d'esprit des francophones canadiens⁶. Plus significativement encore, bien peu d'intellectuels et d'historiens de langue française s'étaient aventurés à ce moment-là dans les complexités de l'histoire juive canadienne, et aucune étude sérieuse n'était au rendez-vous pour soutenir ou infirmer la démarche d'Abella et Troper. Nul ne savait au juste ce que le Canada de langue française avait compris des démarches entreprises par les dirigeants juifs au cours des années trente en faveur des victimes de la persécution en Europe, et les historiens francophones les plus susceptibles de percer le mystère étaient occupés à d'autres enjeux qui semblaient à l'époque plus pressants, dont celui du nationalisme québécois. Si les conclusions d'Abella et Troper relativement aux responsabilités des élites de langue française semblaient au premier abord indéfendables, il existait par contre très peu de données fiables permettant de réfuter clairement le raisonnement des deux auteurs. Il était encore difficile au milieu des années quatre-vingt de préciser où se trouvait la faille exactement et comment il convenait d'aborder l'enjeu étudié. De toute évidence, Abella et Troper avaient utilisé un procédé intuitif dans leur analyse du Canada français et s'étaient fiés à des perceptions alors partagées de manière indistincte par une grande partie des observateurs de langue anglaise. Face au phénomène de la discrimination et de l'antisémitisme des francophones, les auteurs de *None is Too Many* avaient répété simplement ce qui était de notoriété publique au moment de la parution de leur livre, à savoir qu'il avait été éminemment dommageable pour les Juifs et constituait une menace grave pour l'ensemble du Canada. Un fossé culturel et linguistique apparemment infranchissable semblait toutefois empêcher les chercheurs anglophones de dépasser ce constat posé à l'emporte-pièce.

Depuis une dizaine d'années, des progrès remarquables ont été réalisés pour ce qui est de notre connaissance du sujet et une nouvelle génération d'universitaires francophones a entrepris de recueillir systématiquement des données nouvelles au sujet du rapport historique entre Juifs et francophones au XX^e siècle. Pour y parvenir, plusieurs d'entre eux ont appris les langues juives les plus courantes au Canada et ont publié des études de synthèse rédigées à partir d'une compréhension plus profonde de l'histoire du catholicisme et du fait français au pays. Des collaborations se sont aussi tissées à Montréal entre spécialistes des études québécoises et chercheurs engagés dans le domaine du judaïsme, qui ont permis que s'établisse à long terme un échange d'idées et que se développe une réciprocité mutuelle dans la poursuite d'enjeux intellectuels communs.⁷ Il s'agissait-là d'une condition absolument essentielle à un dépassement de la situation qui prévalait dans les différents milieux intellectuels canadiens au moment de la parution de *None is Too Many* en 1982. Ces efforts ont rendu possible la formulation de nouvelles hypothèses plus englobantes et puissantes dans un ensemble très vaste de données produites dans plusieurs langues. Nous comprenons mieux aujourd'hui que les auteurs de *None is Too Many*, placés dans un

contexte différent, ont commis au début des années quatre-vingt plusieurs erreurs de perspective et de lecture historique dont il est aujourd'hui possible de retrouver la trace dans leur ouvrage. Certaines de ces inexactitudes sont attribuables à l'absence de données crédibles à l'époque et d'autres peuvent être mises sur le compte de fautes méthodologiques importantes. Ces maladresses sont particulièrement visibles dans l'analyse qu'Abella et Troper font de la presse de langue française au Canada au cours de l'entre-deux-guerres, et qui constitue un des éléments clés de leur démonstration. En se méprenant sur la nature des journaux francophones et sur leur influence, les deux auteurs imprimaient à leur ouvrage une direction erronée qui est devenue nettement plus apparente aujourd'hui. Nous reviendrons plus longuement sur cet aspect du raisonnement proposé dans *None is Too Many*.

La faute la plus fondamentale d'Abella et Troper en 1982 est d'avoir cru que le Canada français était absolument unanime dans sa perception du judaïsme et dans sa compréhension de la crise des réfugiés allemands. Cette idée est reprise systématiquement tout au long du livre, comme si la population francophone de l'époque formait un tout inaltérable et qu'elle était d'une seule voix dans sa détestation des Juifs. Sur ce plan, rien ne vient nuancer les opinions ou diviser entre eux les Canadiens français: ni les différences de classe, ni la présence de partis politiques concurrents, ni le jeu des alliances circonstanciées. L'antisémitisme en particulier semble réunir sous une même bannière tous les intervenants de l'époque et toutes les couches de la société québécoise, avec très peu d'exceptions. La presse canadienne de langue française est ainsi perçue comme l'instrument et la porte-parole de cet élan commun d'opposition à l'accueil des réfugiés. « Almost every French-language newspaper had warned the government against opening Canada's door to European Jews », affirment les auteurs dès les premières pages de leur ouvrage.⁸ La même affirmation péremptoire revient quand Duplessis prononce à l'automne 1943 un discours anti-immigration et antisémite très soutenu à Sainte-Claire: « The French-language Québec press did not wholeheartedly support Duplessis or the more shrill nationalists; it did, however, demand the rejection of Jewish refugees. Except for the Montreal weekly *Le Jour*, [...] the French press spoke with one voice »⁹. Ce positionnement de 1982 est réaffirmé d'une manière encore plus insistante dans la préface à la nouvelle édition que signent Abella et Troper en 2012: « Together, Quebec Church leaders, nationalist politicians, and the social elite united not only in support of a boycott of Jewish owned businesses but also in efforts to keep Jews out of the public square and, above all, to bar Canada's door to the further admission of Jews »¹⁰. C'est une erreur que les auteurs ne commettent toutefois pas concernant le Canada anglophone, qui est réputé présenter des contrastes importants sur le plan de l'opinion et au sein duquel différentes factions politiques s'affrontent sur la place publique, même en ce qui a trait à l'émigration des réfugiés. En somme, pour les deux auteurs, le Canada français semble ne pas posséder au début du XX^e siècle une normalité équivalente à celle du Canada d'inspiration britannique, où les forces de la démocratie et de la partisanerie politique divisent les citoyens en factions opposés.

Bien que certaines caractéristiques sociales et historiques distinguent nettement le Québec du reste du Canada, comme en fait foi l'existence d'un nationalisme francophone ouvertement exprimé, il n'en reste pas moins que le contraste entre les deux ensembles est déjà relativement limité à cette période de l'histoire. En 1933, le Canada français s'est industrialisé, il compte de nombreuses villes importantes – dont la métropole du pays – et possède une classe instruite. Impossible dans ce contexte de défendre le mythe d'un Québec soustrait entièrement à la modernité et placé à l'abri de la dissension interne. Contrairement à ce que répètent Abella et Troper, le Canada français présente de fortes divergences d'opinion sur la question juive. Au cours des années trente, d'importantes personnalités francophones ont défendu farouchement les droits de la population juive et combattu l'antisémitisme. C'est le cas notamment d'Olivar Asselin, d'Edmond Turcotte, d'Henri Bourassa et de Jean-Charles Harvey, quatre grands journalistes qui ont appelé leurs compatriotes à mieux respecter les minorités religieuses.¹¹ Pour la plupart cependant, les Canadiens français n'ont guère trouvé d'intérêt à cette époque à discuter de la question des réfugiés et se sont dissociés de leur sort, qu'ils soient juifs d'origine ou pas. Plutôt que de les accuser d'être hostiles aux Juifs ou de pratiquer l'antisémitisme sur une grande échelle, il conviendrait plutôt de les décrire comme indifférents aux souffrances des autres peuples ou carrément absents du débat. C'est particulièrement le cas de la presse populaire francophone, qui en général ne formulait guère d'opinions sur la présence juive à Montréal ou sur la situation des victimes du nazisme. Si consensus il y avait autour de ces sujets, c'était plutôt celui du silence et de l'ignorance. Nous sommes loin ici du portrait que tracent Abella et Troper d'un Canada français intensément occupé à s'attaquer au judaïsme et à ses adeptes. Les quotidiens francophones – comme ceux du Canada anglais – sont aussi très souvent directement à la solde des différents partis politiques qui les utilisent pour des fins électorales à courte vue. Libéraux et conservateurs, unionistes et nationalistes luttent en fait pour la faveur populaire par journaux interposés, ce qui produit une faune journalistique aux antipodes de la description qu'en font les auteurs de *None is Too Many*. Vu sous cet angle, le Québec est tout sauf unanime. Même les francophones qui sont des militants de l'antisémitisme se divisent en plusieurs courants de pensée et se combattent entre eux. Rien ne justifie sous cet angle l'analyse que proposent Abella et Troper.

Si le Canada de langue française et de langue anglaise se ressemblent sous certains aspects, ils se distinguent toutefois nettement sur une question fondamentale, celle du pouvoir réel que ces populations d'origines différentes exercent au sein de la fédération. Sur ce plan Abella et Troper commettent une deuxième erreur sérieuse, qui est celle de placer les deux sociétés à égalité dans le rapport de force politique qui les voit s'affronter au Parlement d'Ottawa ou dans les différentes instances fédérales. Les francophones, particulièrement à cette période de l'histoire, forment une minorité qui est douloureusement consciente de son infériorité sociale et économique. Même en excluant totalement la question juive, plusieurs activistes du Canada fran-

çais perçoivent – dont les éditorialistes du *Devoir* – l’immigration comme une menace à son existence et comme un moyen pour le Canada britannique de limiter son influence démographique et politique. Au début du XX^e siècle, les discussions centrées sur l’accueil des immigrants soulèvent dans bien des cas au Québec des craintes viscérales relativement à l’anglicisation et à la dépossession des francophones.¹³ Il en sera ainsi jusqu’à la promulgation de la Charte de la langue française en 1978. Rien de semblable n’apparaît au sein du Canada britannique qui perçoit plutôt l’arrivée des nouveaux venus sous un jour positif. Pour les anglophones, le phénomène semble une occasion de recruter de nouveaux citoyens et de développer des régions éloignées du centre du pays. La distinction tient à ce que le Canada britannique voit les immigrants se placer sous son aile pour s’assimiler rapidement à la culture dominante, tandis que les francophones conçoivent à ce sujet une intense inquiétude que la migration de masse des années 1904–1914 ne fait qu’accentuer. Ces impressions ne sont pas seulement le fruit de préjugés tenaces et d’une xénophobie plus répandue au sein des milieux québécois. Elles reflètent aussi le rapport d’inégalité et de domination auquel les francophones sont soumis au sein de la fédération canadienne depuis sa création.

Pour cette raison, les relations des francophones de tradition catholique avec les communautés juives canadiennes diffèrent fondamentalement de celles que les Canadiens d’origine britannique ont pu établir dans un contexte à peu près semblable. Dans le premier cas, il s’agit de deux populations en situation minoritaire qui se trouvent soudainement placées en présence l’une de l’autre par les aléas de l’histoire et de la géographie, et qui s’affrontent parfois dans un rapport de vive concurrence économique au sein de l’espace montréalais. Les élites anglophones par contre, établissent avec les dirigeants juifs une relation d’autorité et d’antériorité politique qui exclut toute velléité de remise en question ou de lutte ouverte. Ils n’ont pas non plus à convaincre leurs vis-à-vis de l’importance d’en arriver à un terrain d’entente raisonnable. La plupart du temps dans ce contexte, les Canadiens de culture britannique trouvent inutile d’user de menace à l’endroit des Juifs ou d’exprimer à leur encontre des sentiments de forte hostilité. Là où Juifs et Canadiens britanniques jettent les bases d’une relation consensuelle née d’une compréhension commune de la raison d’État, Juifs et francophones forgent une relation de nature conflictuelle et privée de balises stables. Cela tient d’une part à ce que les Canadiens français ne sont pas aux commandes de la bureaucratie fédérale et ne contrôlent pas les secteurs clés de l’économie nationale, et de l’autre à ce que leurs aspirations politiques n’apparaissent pas légitimes au premier abord dans un pays de tradition britannique. Pour cette raison, il faut se garder de juger d’une manière symétrique et équivalente la réaction des anglophones et des francophones à la présence juive au Canada. Il en va de même pour ce qui a trait aux revendications des leaders communautaires juifs face à la crise des réfugiés allemands. En raisonnant comme ils le font, Abella et Troper donnent l’impression que le Canada anglais et le Canada français sont positionnés

à équidistance des revendications juives, d'où la tentation des deux auteurs de faire porter aux deux groupes linguistiques les responsabilités importantes dans le constat d'échec qu'ils dressent de l'accueil des victimes juives. Cela se défendrait toujours si les francophones avaient produit des élites politiques fortement installées dans la capitale fédérale et chargées d'administrer de vastes pans de la fonction publique. Or il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Pierre-Elliott Trudeau en 1968, et les retombées de la Révolution tranquille au Québec, pour qu'une telle situation commence à se dessiner à Ottawa. Quand finalement certains francophones arrivent en nombre suffisant au sommet de l'appareil d'État pour y exercer une influence décisive, il y a au moins un quart de siècle que la crise des réfugiés est résorbée.

Nul besoin d'être grand clerc pour comprendre, à la lecture de *None is Too Many*, que les Canadiens français ne représentent pas une influence de premier plan dans les séquences événementielles tragiques qui poussent l'État canadien à refuser d'accueillir les victimes du nazisme. À quelques exceptions près, au bas de l'échelle, la fonction publique fédérale est entièrement dominée par des anglophones unilingues d'origine britannique. Au cours des années trente, faut-il le rappeler, le Canada est toujours administré comme une colonie récemment détachée de la tutelle politique directe de Londres. Rien dans les données présentées par Abella et Troper ne laisse croire que Frederick Charles Blair et A. L. Jolliffe agissent en se souciant du Canada français ou en voulant refléter la dualité linguistique du pays. À l'autre extrême, on ne rencontre pas non plus de francophones dans les rangs de ceux qui militent activement pour ouvrir les portes du pays aux réfugiés de toutes origines. Au sein du parti politique fédéral le plus favorable aux doléances de la communauté juive, il ne se trouve pas un seul député élu par un électorat en majorité francophone. La *Co-operative Commonwealth Federation* (CCF) n'a d'ailleurs à ce moment pratiquement aucun rayonnement au Québec et ses principaux députés aux Communes, M. J. Coldwell, Stanley Knowles et Clarie Gillis, ne savent pas s'exprimer en français correctement. Même parmi le *Canadian National Committee on Refugees and Victims of Political Persecution* (CNCR), fondé en 1938 à Ottawa afin de présenter un front uni en faveur d'une politique d'admission plus libérale, il ne se trouve aucune personnalité francophone de poids. Le CNCR réfléchit, délibère et agit seulement en anglais. Aucune de ses publications destinées au grand public n'est traduite en langue française. De fait, l'organisme a été créé par une vingtaine d'organisations et de groupes de pression issus du Canada anglais, dont certains ont une vocation religieuse. À ce noyau s'est ajouté un petit nombre de délégués du Congrès juif canadien (CJC) ou d'autres groupes de pression juifs.

La *dramatis personæ* est toutefois mieux équilibrée en ce qui concerne les élus qui allaient être invités, après les élections fédérales de 1935 et 1940, à former les deux gouvernements canadiens les plus concernés par la crise des réfugiés. Cette représentation plus équitable tient à ce que les libéraux de William Lyon Mackenzie-King

raflent la presque totalité des sièges attribués au Québec lors de ces deux scrutins, et comptent dans leurs rangs un très grand nombre de députés fédéraux francophones. En 1935 et encore plus en 1940, les Québécois veulent empêcher Ottawa d'imposer la conscription obligatoire pour le service outremer et rejettent en bloc le Parti Conservateur. D'éminentes personnalités canadiennes-françaises entrent au cabinet de King et y occupent des postes de premier plan entre 1935 et 1948, dont Ernest Lapointe, Fernand Rinfret et Louis Saint-Laurent. Dans cette arène, qui est celle de l'établissement des grandes orientations politiques de l'État canadien, il est possible de concevoir que les francophones aient joué un rôle déterminant dans certains secteurs précis. Les élus de langue française qui entrent au gouvernement ont aussi l'obligation d'être solidaires des décisions prises au plus haut niveau et la plupart partagent depuis longtemps l'idéologie libérale de Wilfrid Laurier et de King. Cela n'infirmes en rien la situation d'infériorité objective du Canada français vu sous un angle plus global, mais produit par ailleurs une conjoncture politique favorable à l'unité politique du pays et à des perceptions plus positives. Il convient sans doute ici de donner raison à Abella et Troper quand ils soulèvent la responsabilité commune de tous les membres du cabinet pour ce qui est de l'attitude de King devant la situation des réfugiés européens. Les deux auteurs ne parviennent pas toutefois à établir de manière irréfutable que les ministres francophones sont animés, plus que leurs vis-à-vis anglophones, par des sentiments antisémites profonds. On ne trouve d'ailleurs pas dans les discours prononcés aux Communes par ces individus des propos motivés par la haine des Juifs ou porteurs de connotations racialistes, ni dans la presse en général¹⁴. Comme King, ils avaient sans doute appris depuis longtemps à taire leurs sentiments profonds sur cette question et à ne pas étaler leurs opinions en public.

Il est toutefois difficile de croire, à la suite d'Abella et Troper, que les ministres québécois de King aient possédé une influence prépondérante dans la conduite immédiate des affaires de l'État fédéral, entre autre pour ce qui est de la question des réfugiés juifs européens. Rien n'indique non plus que Lapointe ait fait de cet enjeu un élément décisif de sa carrière politique, ou qu'il lui ait accordé une importance démesurée. Sur ce plan les deux auteurs n'apportent aucune donnée concluante et leur affirmation du fait que le ministre de la Justice « corrected any cabinet backsliding, including that of the prime minister », reste improuvée dans leur ouvrage.¹⁵ Il en va de même de l'idée que les politiciens fédéraux anglophones craignaient l'opinion publique québécoise au point d'être paralysés dans leurs agissements. Pour étayer cette position, les deux auteurs citent une seule source: un article du controversé journaliste Harold Dingman paru dans la revue *Liberty* en 1947: « Most politicians are fearful of Québec, which wants no immigrants not of its faith. »¹⁶ C'était oublier que l'électorat francophone et les principaux porte-paroles du mouvement nationaliste canadien-français n'avaient pas eu gain de cause dans une question jugée éminemment plus importante, à savoir le rejet de la conscription obligatoire pour service

outrémer. Malgré une opposition politique farouche, malgré les promesses formelles de King à l'élection de 1940 et malgré un vote fortement négatif au plébiscite de 1942, les francophones avaient dû se résigner à l'automne 1944 à subir l'imposition de mesures d'enrôlement contraignantes. Cela s'était produit alors que le tiers des députés libéraux fédéraux était composé d'élus québécois et au moment où le cabinet de King comptait un nombre record de francophones qui s'étaient tous ralliés à la décision du gouvernement. Aucun enjeu ne comptait plus pour les Québécois que celui-là. En fait, Abella et Troper sont probablement les seuls historiens canadiens à croire que les politiciens québécois des années trente et quarante possédaient une influence disproportionnée par rapport à leur nombre et pouvaient infléchir à eux seuls les politiques de l'État fédéral.

La troisième erreur d'interprétation fondamentale contenue dans *None is Too Many* est l'affirmation à l'effet que la société québécoise aurait distillé à l'époque des formes d'antisémitisme nettement plus virulentes que le reste que le Canada anglophone. De telles manifestations d'hostilité, reprises dans toutes les couches de la population de langue française, auraient constitué un des principaux obstacles à une résolution rapide et satisfaisante de la crise des réfugiés. C'est une position à laquelle Abella et Troper adhèrent avec beaucoup de force et qui se trouve répétée systématiquement dans leur ouvrage:

The unyielding opposition of certain key officials, the depression, the general apathy in English Canada, *the outright hostility of French Canada*, the prime minister's concern for votes and the overlay of Antisemitism that dominated Ottawa combined to insure that no more than a mere handful of Jewish refugees would find a home in Canada.¹⁷

En somme, les penchants humanistes d'une partie de la classe politique canadienne, incluant le premier ministre King, se seraient constamment butés sur un obstacle de taille qui était l'animosité viscérale et irraisonnée des francophones face à l'immigration juive européenne. Sur ce plan les deux auteurs sont catégoriques: « The realities King had in mind were the attitudes toward refugees in general and Jews in particular within Québec. He was absolutely convinced that Québec would react violently to the admission of Jewish refugees; and with reason.»¹⁸ Il s'agit d'ailleurs d'une perception qui aurait été partagée par les quelques députés d'origine juive qui œuvraient à renverser la vapeur au sein de la bureaucratie fédérale, et qui pour cette raison craignaient de rendre leurs efforts publics: « Any organized Jewish demand for refugee admissions might create a backlash among non-Jews, especially in Québec.»¹⁹

S'il est vrai que des voix se sont élevées au sein de la société québécoise pour demander que soient repoussés les immigrants d'origine juive fuyant l'Allemagne nazie,

cela ne constitue pas une preuve en soi que l'ensemble des francophones ait développé sur le long terme des formes plus exacerbées et plus dommageables d'hostilité envers les Juifs en général. Comme nous le montrerons un peu plus loin dans ce texte, autant les affirmations relatives à l'antisémitisme québécois sont catégoriques et péremptoires de la part des deux auteurs, autant les preuves à l'appui sont manquantes. En fait Abella et Troper reprennent ici un point de vue qui est présent dans l'historiographie de langue anglaise, sans le critiquer ou sans l'approfondir. Il aurait été plus approprié et plus conséquent de partir d'une hypothèse différente, à savoir que le Canada anglophone et le Québec francophone ont produit au XX^e siècle des formes différentes d'antisémitisme qui ont trouvé à s'exprimer par des moyens très contrastés. D'un point de vue historique, retracer l'origine des perceptions négatives divergentes des deux groupes dominants semble plus productif que de chercher à les comparer sans points de repère précis, et sans autres fins que de porter un blâme *a posteriori*. L'antisémitisme des francophones trouve ses racines dans l'enseignement doctrinal universel de l'Église catholique, dans lequel le peuple juif s'est abaissé en rejetant la figure du Christ. Les Britanniques de tradition protestante formulent plutôt leurs objections à la présence juive en faisant appel à des notions raciales. Partant de ce constat on peut déjà reconstruire un peu plus facilement les différents discours qui ont eu cours au Canada au cours des années trente. Les Canadiens français ont eu tendance à voir dans l'immigration juive l'expression de valeurs pernicieuses contraires aux fondements moraux de leur société, tandis que l'État canadien – digne reflet de la majorité canadienne – élevait des barrières liées à l'origine ethnique et géographique des candidats potentiels.²⁰ Forcément cela produit des propos et des objections de nature très différente, situées dans des espaces discursifs qui ne se recoupent pas nécessairement. Faut-il en conclure pour autant que les formes québécoises étaient porteuses de conséquences plus graves pour la population juive canadienne?

L'idée d'une culpabilité plus grande des Québécois provient aussi de préjugés et d'opinions qui étaient ceux des leaders communautaires juifs de l'époque, et que les deux auteurs de *None is Too Many* auraient dû présenter comme tels. C'est pour l'essentiel la preuve avancée par Abella et Troper. Les deux auteurs citent par exemple les propos tenus en 1939 par M. A. Solkin, un activiste de la *Jewish Immigrant Aid Society* (JIAS): « The new government would no longer have to placate the whims of anti-Semitic Quebec or retrain the good graces of other reactionary elements in this country; and so might adopt "a more reasonable immigration policy" »²¹. Plus loin dans l'ouvrage nous apprenons que: « The JIAS director informed his officers that it was necessary to keep the decision quiet lest Quebec, learning of it, attempt to have it reversed, as it had succeeded in doing with previous schemes.»²² Or, nous nous trouvons à une époque où les contacts entre les dirigeants des organisations juives et l'élite canadienne-française se réduisaient à presque rien²³. Un voile d'une grande opacité séparait les premiers des seconds, qui pour la plupart ne lisaient pas la presse

francophone du Québec, faute de connaître la langue dans laquelle elle était publiée. L'intense émotion ressentie par la communauté juive devant les persécutions hitlériennes rendait plutôt aléatoire dans les circonstances toute tentative de dialogue avec les francophones opposés à une libéralisation des règlements de l'immigration. Plutôt que de suivre les militants pro-immigration de l'époque dans l'expression de leurs préjugés, souvent inspirés par ailleurs des courants anticatholiques présents au Canada anglais, les deux auteurs auraient été mieux inspirés de reconnaître le caractère relatif de ces témoignages. Cela aurait été à tout du moins plus conforme à une approche historique mesurée et détachée des exigences de l'activisme communautaire.

Le type d'analyse historique privilégiée dans *None is Too Many* nous oblige aussi à nous pencher sur l'interprétation que les deux auteurs présentent relativement à la formation du CNCR en décembre 1938. Nous l'avons vu, l'organisme se propose avec une grande hauteur de vue de défendre au Canada la cause des réfugiés victimes du nazisme, mais il fait le choix de ne fonctionner qu'en anglais. Présidé par Cairine Wilson et administré par Constance Hayward, deux personnalités d'une valeur morale exceptionnelle, le CNCR lance une campagne tous azimuts pour convaincre le public canadien de prendre dans cette affaire une posture humanitaire. On espère ainsi réunir un mouvement d'opinion suffisamment puissant pour obliger King à changer d'attitude avant qu'il ne soit trop tard. À quoi peut-on attribuer la propension du CNCR à ignorer la réalité québécoise? Le ton adopté par *None is Too Many* laisse entendre qu'aucun groupe de pression francophone ne juge l'enjeu suffisamment important pour joindre les rangs du CNCR: « No French-Canadian organization was represented.»²⁴ C'était adopter un raccourci commode. L'organisme pro réfugiés de langue anglaise se porte au secours de tous les réfugiés européens, dont il clame que la majorité n'est pas d'origine juive. Difficile de croire dans ces circonstances que l'enjeu principal de l'absence de Québécois au sein du CNCR aurait été l'existence d'un fort sentiment antisémite chez les principaux intéressés. Certes, il se trouve peu de Canadiens français pour défendre à cette époque une hausse de l'immigration au pays, et il est possible que l'éloignement des francophones ait été provoqué par un sentiment de relative indifférence face à la situation allemande. Il est possible de croire cependant que le CNCR lui-même ait pu être à l'origine de la mésentente, notamment suite au ton condescendant pris par certains de ses membres face à l'Église catholique canadienne et face au Canada français. Il semble aussi plausible d'avancer l'hypothèse que les principaux dirigeants du CNCR n'aient pas cru bon d'entretenir des contacts soutenus avec l'élite politique francophone et qu'ils ne savaient pas comment approcher ses principaux représentants. De fait, les premières associations d'accueil des immigrants et des réfugiés de langue française, souvent situées à l'intérieur d'un cadre catholique, ne viendront que dans la période de l'après-guerre.²⁵

Soyons plus précis. Plusieurs membres du clergé protestant s'étaient joints au CNCR et militaient au sein de l'organisme en tant que représentants attirés d'une congrégation religieuse. Avant le Deuxième Concile du Vatican, il existait dans certains cercles de l'Église anglicane et de l'Église unie du Canada une animosité à peine cachée envers le catholicisme, perçu comme une tradition entachée de corruption morale et d'un penchant pour la superstition. À ces opinions défavorables sur le plan théologique, il faut ajouter dans le cas de certains individus très attachés à la culture britannique l'existence d'un sentiment anti-francophone prononcé. De tels propos finirent par faire surface spontanément dans les discours prononcés par des membres du CNCR et même dans leurs écrits, ce que ne manquèrent pas de remarquer certains organes de presse francophones. On peut imaginer sans trop de mal qu'une défense des réfugiés appuyée d'un blâme à peine voilé envers les francophones catholiques ne risquait pas de gagner beaucoup d'adeptes à cette cause au Québec. L'affaire alla si loin dans le cas d'un individu en particulier, le révérend Clarence Edwin Silcox, prêtre de l'Église unie du Canada, que ses attaques firent à deux reprises l'objet d'éditoriaux réprobateurs dans *Le Devoir*, dont un portait le titre très évocateur de « Le problème de l'immigration et l'animosité anti-québécoise. »²⁶ Personnage controversé et tribun flamboyant, Silcox se permit à quelques reprises d'associer la tiédeur du Canada français face aux réfugiés à de la turpitude morale, égratignant au passage l'épiscopat francophone pour son silence et son indifférence face à la souffrance des victimes du nazisme. L'homme n'était pas le dernier venu. Il avait été à partir de 1934 secrétaire général de la *Social Service Council of Canada*, un organisme à vocation religieuse, puis avait été nommé en 1940 directeur de la *Canadian Conference of Christians and Jews*.²⁷ Quelques années plus tard, Silcox prendrait aussi la tête du *World Alliance for International Friendship through the Churches*. Ces effusions inconsidérées causèrent un dommage considérable à la cause du CNCR au Québec en heurtant les sensibilités déjà vives des francophones au moment de la crise de la conscription. Les insultes répétées de Silcox nous aident aussi à percevoir comment aurait été reçu un catholique sincère au bureau de direction du CNCR. Au-delà de la question plus spécifique des persécutions juives en Europe, il apparaît très clairement que de nombreux francophones et anglophones étaient toujours incapables, à la fin des années trente, d'entrer en contact les uns avec les autres de manière constructive, ne serait-ce pour une cause aussi urgente que celle des réfugiés. Ultimement, en plus de toutes les difficultés liées à la bureaucratie, à l'éloignement géographique et à la férocité des méthodes nazies, les Juifs qui cherchaient à entrer au pays ont aussi été victimes de l'entêtement des Canadiens d'origine française et anglaise à maintenir entre eux des barrières linguistiques et confessionnelles insurmontables.

Après avoir supposé à tort que le Québec francophone s'exprimait d'une seule voix au sujet d'une foule d'enjeux, après avoir commis l'erreur de croire que le Canada français et le Canada anglais pouvaient être traités de la même manière sur le plan

historique et après avoir affirmé que l'antisémitisme était nettement plus prononcé dans la société québécoise, Abella et Troper commettent de nombreux autres impairs dans l'interprétation qu'ils font de la crise des réfugiés. Cela tient entre autres à ce que les deux auteurs jugent la société canadienne essentiellement à l'aulne des années trente et négligent d'examiner plus sérieusement des périodes antérieures. Une telle approche a pour effet de gonfler indûment l'incidence du sentiment antisémite au pays pour l'ensemble du XX^e siècle. C'était ignorer qu'un contexte politique et économique international poussait nettement vers le haut après 1929 l'hostilité envers les immigrants et en particulier envers ceux d'origine juive. Autant au Québec que dans le reste du Canada, les retombées sociales négatives de la Grande Dépression convainquirent la population et le gouvernement de prôner un farouche isolationnisme. L'arrivée au pouvoir d'Hitler en janvier 1933 et les mesures discriminatoires anti-juives qu'il met aussitôt en place ont aussi des répercussions jusqu'au Canada. Une propagande raciale insidieuse et des publications antisémites très explicites commencent à circuler dans différents milieux au pays, autant en langue anglaise qu'en langue française. Confrontés à cette conjoncture difficile et à des flots de paroles attaquant les Juifs, de nombreux Canadiens se laissent convaincre de changer leur point de vue antérieur. Plusieurs deviennent indifférents aux souffrances infligées aux minorités religieuses en Europe et observent distraitement les graves événements que les journaux rapportent dans leurs pages en 1938-39, entre autres les attaques violentes en Allemagne contre les synagogues et les communautés juives.²⁸ C'est dans ce contexte totalement nouveau que se produit la crise des réfugiés juifs qui est décrite dans *None is Too Many*. On ne retrouve rien de semblable dans les trente premières années du vingtième siècle, autant au Canada anglais qu'au Canada français. En fait, aucune période au XX^e siècle n'est aussi favorable à la dissémination de préjugés anti-immigration et judéophobes que celle qui s'étend de 1929 à 1939.

C'est du moins l'impression qui se dégage d'une lecture très serrée des éditoriaux publiés dans *Le Devoir* entre 1910 – année de la fondation du journal – et la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au cours de cette période de trente-sept ans, pendant laquelle deux grandes personnalités ont tenu les rênes du quotidien, Henri Bourassa et Georges Pelletier, *Le Devoir* a mentionné le judaïsme ou les Juifs deux cent neuf fois dans ses pages éditoriales.²⁹ En gros, sur un corpus historique de près de onze mille éditoriaux, cela constitue une proportion de 2 %. Il est important par ailleurs de noter ici que seulement la moitié de ces réflexions se présentent sous une forme négative ou discriminatoire à l'endroit des populations juives du Canada ou d'Europe. Dans plusieurs cas, le journal ne fait que reprendre des données objectives concernant les Juifs ou présente des faits qui ne sont pas susceptibles d'attirer sur la communauté juive de Montréal l'hostilité des lecteurs. Parmi les éditoriaux nettement hostiles aux Juifs et surtout à l'immigration juive en provenance d'Allemagne, soit cent six textes au cours de la période étudiée, 82 % paraissent sous le directorat de Pelletier, c'est-

à-dire plus précisément entre 1932 et 1947. Le plus grand nombre de saillies antisémites dans *Le Devoir* paraissent en fait en 1934, 1936, 1938 et 1943, soit une masse assez compacte de cinquante-cinq éditoriaux publiés surtout à l'occasion de la crise des réfugiés et lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est d'ailleurs à ce moment que sont publiés dans *Le Devoir* tous les commentaires favorisant *l'achat chez nous* et recommandant l'observation stricte du dimanche dans la société civile. C'est aussi en 1934 qu'ont lieu les échanges les plus acerbes dans les pages du *Devoir* entre Omer Héroux et les dirigeants du CJC. Pendant que l'immigration juive est-européenne battait son plein à Montréal, soit de 1910 à 1914, puis dans une moindre mesure entre 1920 à 1922, *Le Devoir* ne s'intéresse que très peu à la communauté juive et ne commente que rarement la question. Bourassa lui-même ne prend la plume que cinq fois dans le journal pour discuter de la présence juive au Canada, deux fois pour dénoncer clairement les attitudes anti-juives de ses compatriotes.³⁰

Il faut donc se garder, comme le font Abella et Troper, de juger le positionnement traditionnel du Canada français face aux Juifs à l'aune des années de la grande dépression. Cette courte période ne reflète ni le climat général qui a prévalu dans les rapports entre les deux groupes au XX^e siècle ni l'attitude de la population francophone du Plateau Mont-Royal à l'égard de ses voisins d'origine juive. Bien au contraire, les données dont nous disposons indiquent que les souffrances innombrables engendrées par le ralentissement économique de 1929, et les craintes face à la possibilité d'un nouveau conflit d'envergure mondiale, ont créé un contexte de repli dans toutes les couches de la société canadienne et exacerbé la méfiance devant ce qui paraissait venir de l'étranger. C'est un réflexe qui s'est aussi manifesté avec force au sein de la population francophone, au point d'englober les Juifs déjà bien établis à Montréal et surtout ceux qui souhaitaient fuir l'Allemagne nazie pour trouver refuge au Canada. Plus de prudence aurait été de mise à ce sujet dans *None is Too Many*, ce qui aurait mené à une meilleure compréhension du mouvement d'hostilité envers les Juifs sur le long terme, en particulier au sein du Québec francophone. Une distorsion de même nature se manifeste dans une des idées principales que défendent les deux auteurs dans leur étude, à savoir que la position anti-immigration traditionnelle du Canada français doit nécessairement être analysée comme un phénomène lié de très près à l'antisémitisme. Les éditoriaux de *Devoir* montrent au contraire clairement que la méfiance face aux nouveaux venus et face aux grands mouvements de population à destination du Canada tient avant tout à la position perçue comme minoritaire des francophones. Dès ses premiers jours, *Le Devoir* martèle que l'immigration de masse vise de la part des élites politiques anglophones à assurer la domination d'une notion britannisante de l'espace politique canadien. Cela conduit les dirigeants du journal à demander que le gouvernement fédéral mette fin à toute velléité de gonfler inconsidérément la masse démographique du pays. En 1912, par exemple, Georges Pelletier écrit:

Le Canada se peuple rapidement. Chaque année, des milliers et des milliers d'immigrants débarquent sur nos rives, s'établissent dans les provinces de l'Ouest, se font naturaliser et diminuent d'autant l'influence des Canadiens de naissance, dans les affaires du pays. Les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur, à ce sujet, feront réfléchir les gens quelque peu soucieux de l'avenir du pays. Car si l'immigration bien entendue est d'un grand appoint pour le développement matériel du Canada, celle faite à la diable et sans grande préoccupation du lendemain peut causer des dommages considérables aux provinces où on la dirige, et tout aussi bien, au reste de la confédération.³¹

Il n'y a pas nécessairement dans ces réticences prononcées du *Devoir* face à l'immigration l'expression d'un sentiment antisémite insistant, d'autant que la part minime des Juifs dans ce grand mouvement est très peu mentionnée dans les pages du journal avant 1932. Avant d'y voir un phénomène où les Juifs jouent un rôle décisif ou qui menace de s'accroître à la faveur des persécutions du régime nazi en Allemagne, les Canadiens français croient fortement, depuis le tournant du XX^e siècle, que les politiques fédérales en matière d'immigration agissent contre eux. C'est d'ailleurs un positionnement qui se maintient dans *Le Devoir* longtemps après la Deuxième Guerre mondiale et après la fin des arrivées importantes de survivants de l'Holocauste en provenance d'Europe de l'Est. Abella et Troper font aussi fausse route lorsqu'il s'agit de traiter de l'attitude du clergé catholique face à la situation allemande au cours des années trente. Ils reprennent d'ailleurs sous cet angle, sans les critiquer, des notions qui étaient courantes à cette époque dans les milieux anglo-protestants qui formaient l'assise du CNCR. Plusieurs prêtres de l'Église anglicane unie et de l'Église presbytérienne du Canada avaient jugé important de s'investir dans la cause des réfugiés, car il y allait à leurs yeux d'un engagement ferme vis-à-vis de la justice sociale et du traitement réservé aux plus démunis. C'est ce qui explique qu'un certain nombre d'entre eux aient pris la parole publiquement à ce sujet au cours de l'année 1938, entre autres en se présentant à des tribunes généralement réservées à des activistes politiques. Vues à la lumière de ces interventions très affirmées, les protestations timides sinon inexistantes de l'épiscopat catholique pouvaient paraître un acquiescement tacite du sort réservé aux Juifs en Allemagne. Ce silence était d'autant plus troublant que les francophones jouaient un rôle décisif au sein de l'Église montréalaise et que plusieurs organes associés de près à la doctrine sociale du catholicisme, dont *Le Devoir* et *L'Action catholique*, manifestaient une retenue sinon une réticence devant l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés juifs. Le révérend Silcox par exemple, le même que mentionné précédemment, était cité dans *Le Devoir* en 1943 pour avoir déclaré:

Beyond the matter of political or constitutional right, as a clergyman and a Christian, I wish my country to assume a Christian attitude on the large

issue of providing sanctuary for refugees from the most infamous persecution in the last two hundred years. Canada has largely been prevented from doing what it ought to have done by the opposition of Quebec. [...] But to the best of my knowledge, the religious leaders of Quebec made no protest and acquiesced in the position. This shall be remembered whenever the three million murdered Jews of Europe are recalled, and to their everlasting disgrace.³²

C'était oublier qu'avant le Concile de Vatican II, l'Église catholique et ses principaux dirigeants résistaient à s'engager dans l'arène politique ou à prendre parti dans des débats qui étaient considérés comme relevant avant tout de la société civile. Le renversement de la démocratie en Allemagne, l'établissement de la dictature en Italie et la répression des minorités religieuses en Europe, même quand des catholiques pratiquants en étaient les premières victimes, n'entraînèrent pas, le plus souvent, de réaction immédiate de la part de l'épiscopat ou du pape Pie XI. Il faut attendre l'encyclique *Mit Brennender Sorge* [avec une brûlante inquiétude], datée de mars 1937, pour que le Vatican condamne sur le plan doctrinal certains aspects de la pensée politique nazie, et seulement en des termes voilés par le langage de la pensée théologique et de la foi. Le silence de l'Église sera encore plus prégnant au cours du second conflit mondial quand des crimes d'une extrême gravité seront commis à une échelle inconnue jusque-là dans les sociétés occidentales. L'attitude de retrait du clergé catholique canadien-français dans l'affaire des réfugiés ne signifie donc pas nécessairement un acquiescement coupable à la commission d'injustices flagrantes, ou l'expression d'une indifférence à la souffrance vécue par d'autres communautés. Il faut plutôt y voir une divergence de vues sur le sens qu'il convient de donner à la prise de parole et à la *praxis* politique. Ce sont-là des notions historiques qui auraient dû figurer dans *None is Too Many* en tant qu'éclairages circonstanciels servant à mieux comprendre les affrontements idéologiques auxquels on assista lors des années trente. Tributaire pour une bonne part de la tradition catholique, et s'agissant d'enjeux d'une grande élévation éthique, le Canada français ne s'engageait pas dans la crise des réfugiés avec la même culture politique et les mêmes conceptions morales que le Canada d'inspiration protestante.

En plus d'un certain nombre de questions historiographiques cruciales, qui trop souvent sont escamotées au profit d'une approche plus superficielle, l'ouvrage d'Abella et Troper soulève aussi des enjeux méthodologiques de premier ordre. Toutes les sources manuscrites ou archivistiques canadiennes utilisées dans *None is Too Many* sont de langue anglaise, incluant celles qui touchent les instances gouvernementales ou étatiques, à l'exception peut-être des archives personnelles d'Ernest Lapointe.³³ Parmi les centaines de notes proposées par les deux auteurs, seules quelques-unes réfèrent à des journaux, à des intervenants ou à des organismes de langue française, probablement moins de dix. On ne trouve pas non plus dans l'étude d'Abella

et Troper un seul ouvrage de fond qui examine de près ou de loin la position des francophones canadiens au moment de la crise des réfugiés, et qui utiliserait une documentation pertinente produite en français. À ce sujet les deux auteurs se fient à trois études seulement pour ce qui est de leur propos au sujet du Canada français, dont la plus récente date de 1981. Il s'agit de la thèse doctorale de Kenneth Kernaghan, *Freedom of Religion in the Province of Quebec*, déposée en 1966 à la Duke University; de l'analyse de Lita-Rose Betcherman parue en 1975 sous le titre *The Swastika and the Maple Leaf* et des treize volumes de l'étude de David Rome publiés par le Congrès juif canadien entre 1977 et 1981 sous le titre de *Clouds in the Thirties; On Anti-Semitism in Canada, 1929-1939*.³⁴ Aucune de ces publications n'apporte un éclairage approfondi sur la situation du Canada français au cours des années trente. Selon toute vraisemblance, Abella et Troper n'ont pas lu ou n'ont rien retenu de significatif au sein de l'abondante recherche parue en langue française à ce sujet au cours des dernières années. Ils ne se sont pas intéressés non plus aux nombreuses études rédigées d'un point de vue francophone sur l'histoire de la communauté juive montréalaise. Compte tenu de cette approche déficiente sur le plan méthodologique, il aurait été plus conséquent pour les deux auteurs d'admettre qu'ils n'avaient pas en main l'information pour traiter de manière éclairée l'apport du Canada français dans le grand débat canadien au sujet des réfugiés juifs des années trente et quarante. À leur décharge, il est important de rappeler que presque tous les ouvrages récents parus en anglais dans le domaine des études juives canadiennes souffrent à un titre ou à un autre de ce manque de perspective historiographique.

La difficulté principale de l'étude d'Abella et Troper tient à ce qu'on y découvre un déséquilibre flagrant entre l'analyse proposée au sujet du Canada anglophone, qui repose sur une recherche exhaustive menée auprès de sources reconnues, et l'absence de données fiables concernant la société canadienne-française. Le lecteur se voit ainsi offrir un propos finement documenté pour ce qui est du gouvernement King et de la fonction publique anglo-canadienne, mais rarement plus que des généralisations souvent abusives en ce qui concerne le Canada français. Cette tendance à négliger de se renseigner suffisamment pour ce qui est de l'histoire des francophones, et à présenter des conclusions hâtives, apparaît particulièrement dans le traitement de la presse québécoise. On trouve dans *None is Too Many* quinze affirmations au sujet de l'opinion des journaux francophones, dont huit sont faites sans aucune référence historique et huit à partir de commentaires rédigés par des intervenants anglophones au moment où se déroule la crise³⁷. Selon Abella et Troper, les journaux francophones sont unanimes sur la question des réfugiés, rejettent toute ouverture de la part du gouvernement à ce sujet et nourrissent une hostilité systémique envers les Juifs.

Pour arriver à ces constats, les deux auteurs se fient à des remarques préparées à la fin des années trente par des employés du consulat américain à Montréal, par des

fonctionnaires du Haut-Commissariat canadien à Londres et par des activistes du CJC à la même époque. Ils prennent même la peine de citer un certain Roland Aubuchon, qui était un policier engagé dans le contrôle de la contrebande d'alcool en Abitibi-Témiscamingue au moment des faits, et qui renseignait le CJC sur les activités d'Adrien Arcand. Impossible de savoir si ces personnes lisaient le français couramment, si elles consultaient toute la presse de langue française ou si elles exprimaient simplement les préjugés de leur entourage. À tout le moins, il aurait été important de critiquer ces sources et de proposer une lecture plus prudente de certains constats compte tenu de la minceur du dossier sur le plan de la recherche. Aucune étude ou compilation plus récente ne vient par ailleurs étayer les conclusions des deux auteurs. Sans doute aurait-il été plus à propos de la part d'Abella et Troper de se fier à la teneur du message que Saul Hayes – probablement le Canadien le mieux renseigné à cette époque – faisait parvenir aux dirigeants du CJC en novembre 1943. Le message, qui est cité au complet dans *None is Too Many*, contient déjà l'ébauche d'une approche plus modérée et plus équilibrée quant au traitement d'un enjeu qui préoccupe toujours au plus haut point les chercheurs en études juives canadiennes:

By all reports based on examination of the press of Canada and even according to special reports prepared for government departments, anti-Semitism in Canada is rising among all sections and classes of the population. This is no less true among English-language groups than it is among the people of French Canada.³⁸

À plus long terme, la réédition en 2012 de *None is Too Many* soulève des questions fondamentales qu'il n'est plus possible d'escamoter. Pour avancer et produire de nouvelles connaissances, les historiens du judaïsme canadien doivent se résoudre à cesser d'aborder le Canada français comme un phénomène marginal ne requérant pas un traitement sérieux, systématique et exhaustif, c'est-à-dire en toutes choses égal à celui qu'ils accordent au Canada anglophone. Les approches complaisantes et superficielles auxquelles nous ont habitués certains auteurs n'ont servi la plupart du temps qu'à produire des analyses distortionnées de la réalité historique, souvent situées à mille lieues d'une lecture fine et nuancée des interactions historiques que nous cherchons à mieux comprendre. En utilisant une méthodologie déficiente et en se contentant de survols rapides, l'histoire juive canadienne, dans son analyse de la société francophone, ne fait que s'enfoncer dans une voie sans issue. Il en va de même lorsqu'elle ignore les travaux publiés par des auteurs francophones sur le même sujet ou rédigés par des canadianistes appartenant à d'autres disciplines. Ces attitudes sont d'autant plus étonnantes que la récolte a été particulièrement riche du côté de la recherche en langue française depuis quelques années, et que des interprétations radicalement nouvelles ont été avancées à partir de données jusque-là inédites. Plutôt que de chercher à blâmer un champ de recherche encore jeune pour ses errements, il faut espérer qu'une nouvelle ère de collaboration interdisciplinaire et plurilingue

se lève dans le domaine des études juives canadiennes. L'histoire du judaïsme dans notre pays est devenue un carrefour vers lequel convergent plusieurs courants, dont un tente de comprendre l'évolution du Canada français face à la diversité religieuse et culturelle émergente au XX^e siècle. C'est une occasion inespérée d'élargir et d'approfondir un champ d'étude d'une très grande pertinence pour tous les spécialistes de l'histoire canadienne, et qui ne cesse d'attirer de jeunes chercheurs talentueux.

1

Il est important de noter ici que l'édition de 2012 dont il est question dans cet article est en tout point semblable, même sur le plan strictement typographique, à celle de 1982. Il n'y a donc pas lieu de distinguer entre les différentes réimpressions de l'ouvrage.

2

À ce sujet, lire: Pierre Ancil, « Les rapports entre francophones et Juifs dans le contexte montréalais », Pierre Ancil et Ira Robinson (dir.), *Les communautés juives de Montréal, histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, 2010, p. 38-64; Voir aussi Pierre Ancil, « Les Juifs montréalais à la rencontre de l'histoire canadienne », Geoffrey Ewen et Colin M. Coates (dir.), *Introduction aux études canadiennes. Histoires, identités, cultures*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2012, p. 48-62

3

Voir les propos d'Harold Troper à ce sujet dans: *The Defining Decade, Identity, Politics, and the Canadian Jewish Community of the 1960s*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, p. 32

4

Compte rendu du livre d'Irving Abella et Harold Troper, *None Is Too Many*, dans *Recherches sociographiques*, Québec, vol. 25, n° 1, janvier-avril 1984, p. 138-141

5

Voir à ce sujet: Luc Chartrand, « Le chanoine au pilori », *L'Actualité*, 15 juin 1991, p. 114-115; « Le mythe du Québec fasciste », *L'Actualité*, 1^{er} mars 1997, p. 20-30; Voir aussi Gary Caldwell, « La controverse Delisle-Richler », *L'Agora*, juin 1994, p. 17-26

6

On peut penser par exemple à l'ouvrage de Stuart E. Rosenberg, *The Jewish Community in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1970, 2 vol.

7

On peut citer par exemple l'ouvrage dirigé par Pierre Ancil et Ira Robinson, *Les communautés juives de Montréal; histoire et enjeux contemporains*, Québec, Septentrion, 2010, 275 p.; Pierre Ancil et Simon Jacobs (dir.), *Les Juifs de Québec, quatre cents ans d'histoire*, Presses de l'Université du Québec, 2015, 244 p.; Voir notamment: Jean-François Nadeau, *Adrien Arcand, führer canadien*, Montréal, Lux Éditeur, 2010, 404 p.; Ignace Olazabal, *Khavérim. Les Juifs ashkénazes de Montréal au début du XX^e siècle, entre le shtetl et l'identité citoyenne*, Montréal, Nota Bene, 2006, 275 p.; Chantal Ringuet, *À la découverte du Montréal yiddish*, Montréal, Fides, 2011, 300 p.; Hugues Théoret, *Les chemises bleues: Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*, Québec, Septentrion, 2012, 410 p.; Esther Trépanier, *Peintres juifs de Montréal, témoins de leur époque, 1930-1948*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2008, 287 p.; Denis Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860. L'extraordinaire histoire de la famille Hart*, Québec, Septentrion, 2011, 382 p. Le lecteur pourra aussi consulter mes deux ouvrages récents intitulés respectivement: *Jacob-Isaac Segal (1896-1954), un poète yiddish de Montréal et son milieu*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 447 p. et: « À chacun ses Juifs », *60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947*, Québec, Septentrion, 2014, 452 p.

8

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 17-18

9

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 164

10

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 10. Les italiques sont de nous.

11

Voir Israël Medresh, *Le Montréal juif entre les deux guerres [Tsvishn tseyvelt milkhomes]*, Québec, Septentrion, 2001, p. 133-136. Traduit du yiddish par Pierre Anctil; Voir l'éditorial d'Henri Bourassa intitulé: « Leçons et réflexions », *Le Devoir*, 26 août 1931, p. 1. Le texte est repris au complet dans Pierre Anctil, « À chacun ses Juifs », 60 editoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947, Québec, Septentrion, 2014, p. 256-259.

13

Voir l'éditorial d'Henri Bourassa: « Le péril de l'immigration », *Le Devoir*, 28 juillet 1913. Le texte est repris au complet dans Pierre Anctil, « À chacun ses Juifs », 60 editoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947, Québec, Septentrion, 2014, p. 112-116

14

Voir Sandra Dubé, « Personne n'est antisémite, mais tout le monde est opposé à l'immigration ». Discours des responsables politiques canadiens et québécois sur l'immigration, 1938-1945, Rapport de recherche pour une maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2015, 167 p.

15

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 50

16

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 278

17

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 65. Les italiques sont de nous.

18

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*,

Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 17

19

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 24

20

Voir les arguments apportés à ce sujet par Louis Rosenberg, *Canada's Jews, A Social and Economic Study of Jews in Canada*, Canadian Jewish Congress, 1939, p. 118-129. On peut aussi consulter: Ninette Kelly, Michael Trebilcock, *The Making of a Mosaic: a History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, 689 p.; Valerie Knowles, *Strangers at Our Gates: Canadian Immigration and Immigration Policy, 1540-2007*, Toronto, Dundurn, 2007, 310 p.

21

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 61

22

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 112

23

Voir Pierre Anctil, *Le rendez-vous manqué, les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 357 p.

24

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 45

25

Voir à ce sujet Michael Behiels, « The CECM and the Néo-Canadien Question, 1947-1963 », *Études ethniques au Canada / Canadian Ethnic Studies*, vol. 8, no 2, 1986, p. 38-64

26

Roger Duhamel, « Le problème de l'immigration et l'animosité antiquébécoise », *Le Devoir*, 16 décembre 1943, p. 1. Voir aussi: Gérard Yelle, « L'immigration anglaise au Canada », *Le Devoir*, 22 janvier 1945, p. 1

27

Pour une biographie de Silcox, voir Alan Davies, « Clarence Edwin Silcox (1888-1961); Brave and Resolute Champion of the City of God », *Touchstone*, vol. 27, no 2, mai 2009, p. 50-57. On peut aussi consulter l'ouvrage: Alan Davies, Marilyn Nefsky, *How Silent Were the Churches? Canadian Protestantism and the Jewish Plight during the Nazi Era*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1997, 195 p. Malheureusement les deux auteurs ont choisi de ne pas étudier dans leur ouvrage la position de l'Église catholique de langue française.

28

Pierre Anctil, « Uneven Perceptions; Kristallnacht in the Yiddish and French-Language Press of Montreal », Colin McCullough et Nathan Wilson (dir.), *Violence, Memory and History; Western Perceptions of Kristallnacht*, New York, Routledge, 2015, p. 90-107

29

Voir la liste complète de ces éditoriaux et leur date de parution dans Pierre Anctil, « À chacun ses Juifs », 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947, Québec, Septentrion, 2014, p. 423-435

30

Pierre Anctil, « À chacun ses Juifs », 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs, 1910-1947, Québec, Septentrion, 2014, p. 56

31

Georges Pelletier, « La vague de l'immigration », *Le Devoir*, 2 octobre 1912, p. 1

32

Lettre du révérend Clarence E. Silcox citée par Roger Duhamel, *op. cit.*

33

Depuis 1924 et jusqu'à sa mort en 1941, Lapointe est ministre de la Justice dans le cabinet Mackenzie-King. Il est considéré comme un des politiciens francophones les plus influents au pays. Voir à ce sujet: John Macfarlane, *Ernest Lapointe and Quebec's Influence on Canada's Foreign Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 288

34

Il s'agit d'une série publiée par les Archives du Congrès juif canadien à Montréal; Kenneth Kerneghan, *Freedom of Religion in the Province of Quebec; with Particular Relevance to*

Jews, Jehovah's Witnesses and Church-State Relations 1930-1960, Durham, N. C., Duke University, Ph. D. thesis in Political Science, 1966, 347 p.; Lita-Rose Betcherman, *The Swastika and the Maple Leaf; Fascist Movements in Canada and in the Thirties*, Toronto, Fitzhenry and Whiteside, 1975, 167 p.

37

Dans le cas du *Devoir*, Abella et Troper font une lecture carrément fautive et biaisée de trois textes, l'un paru le 22 avril 1943 sous la plume de Léopold Richer et deux autres publiés par Alexis Gagnon le 25 mars et le 13 septembre 1946.

38

Irving Abella, Harold Troper, *None Is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*, Toronto, University of Toronto Press, 2012 [1983], p. 161